

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/29
15 novembre 2002

(02-6351)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

TROISIÈME CONTRIBUTION AU DÉBAT DU GROUPE DE NÉGOCIATION SUR LES RÈGLES AU SUJET DES MESURES ANTIDUMPING

Document présenté par le Brésil; le Chili; la Colombie; la Corée; le Costa Rica;
Hong Kong, Chine; le Japon; la Norvège; Singapour; la Suisse; le Territoire
douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu;
la Thaïlande et la Turquie

Le Secrétariat a reçu le 14 novembre 2002 la communication ci-après des Missions permanentes du Brésil; du Chili; de la Colombie; de la Corée; du Costa Rica; de Hong Kong, Chine; du Japon; de la Norvège; de Singapour; de la Suisse; du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; de la Thaïlande et de la Turquie.

Le présent document est une troisième contribution au débat du Groupe de négociation sur les règles au sujet des mesures antidumping. Il convient de rappeler que la première contribution figure dans le document TN/RL/W/6 et la deuxième dans le document TN/RL/W/10.

D'autres contributions pourront être présentées aux réunions ultérieures du Groupe de négociation. Dès lors, le présent document ne reflète pas nécessairement de façon complète l'avis de chacun de ces coauteurs. Nous continuons par ailleurs à encourager les autres Membres à faire connaître de même leurs points de vue.

Le présent document évoque certains points supplémentaires touchant des dispositions pertinentes que nous souhaitons clarifier et améliorer, y compris le souci d'exclure une interprétation abusive de l'actuel Accord antidumping.

L'ordre de présentation des points dans le présent document n'est pas un ordre de priorité.

Afin de faciliter la compréhension des points soulevés, certains exemples sont fournis. Cependant, les exemples étant par définition limités, ils ne peuvent refléter pleinement la portée des problèmes et des dispositions en cause.

Pour les différents points, certaines questions sont posées dans le but de susciter le débat tout en indiquant ce que devrait être l'orientation des négociations.

A. DÉFINITION DES "IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING"

L'article 3.1 de l'Accord antidumping dispose que la détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif du volume des importations faisant l'objet d'un dumping.

Bien que le texte de l'Accord fasse clairement référence aux "importations faisant l'objet d'un dumping", considérées comme telles à la suite d'une détermination positive, certains Membres comprennent cette expression ou ce concept comme pouvant désigner le volume total des importations provenant du pays visé par l'enquête antidumping. Cette position risque d'entraîner de graves distorsions dans l'application des mesures antidumping. À notre avis, cette interprétation n'est pas compatible avec l'Accord, car il n'y a pas lieu d'étendre le champ d'application de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" à l'ensemble des importations.

Exemple illustratif:

Dans le cadre d'une enquête antidumping sur des importations d'un certain produit en provenance d'un pays donné, il a été déterminé qu'il existait une marge de dumping de 10 pour cent pour la société A; en revanche, il n'y a pas eu de détermination positive de l'existence d'un dumping pour la société B, la seule autre entreprise exportatrice du pays en question. Or, cette seconde société a fourni plus de 90 pour cent du volume des importations prises en compte pendant la période considérée. Pour arriver à déterminer l'existence d'un dommage, on a considéré que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping était égal au volume total des importations en provenance du pays concerné.

La décision de considérer les importations totales comme des importations faisant l'objet d'un dumping, autrement dit de ne pas soustraire du volume des importations effectuées en dumping les importations provenant de la société B a conduit les autorités à surestimer fortement le volume des importations en dumping.

En conclusion, sur la base d'un calcul erroné du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, les autorités ont déterminé l'existence d'un dommage causé par des "importations en dumping" artificiellement gonflées et ont appliqué des droits antidumping sur les importations provenant de la société A.

Ne faudrait-il pas élaborer une définition plus claire et plus détaillée des "importations faisant l'objet d'un dumping" afin d'éviter les erreurs d'interprétation et, par conséquent, l'utilisation abusive des droits antidumping?

B. DÉFINITION DE LA "QUANTITÉ SUFFISANTE DES VENTES DU PRODUIT SIMILAIRE SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR AUX FINS DE LA DÉTERMINATION DE LA VALEUR NORMALE"

La note de bas de page 2 à laquelle renvoie l'article 2.2 de l'Accord antidumping précise que, lorsque les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur constituent 5 pour cent ou plus des ventes du produit considéré au Membre importateur, elles seront normalement considérées comme une quantité suffisante pour la détermination de la valeur normale.

Lorsque le calcul de la marge de dumping nécessite, aux fins de permettre une comparaison valable, de définir plusieurs catégories pour le produit considéré, il n'apparaît pas très clairement si le critère de la "quantité suffisante des ventes" doit s'appliquer à l'ensemble du produit ou à chacune des catégories établies par l'autorité chargée de l'enquête.

Exemple illustratif:

Dans une enquête antidumping, les ventes totales du produit similaire sur le marché intérieur représentaient moins de 5 pour cent des ventes du produit considéré au Membre importateur et les autorités n'ont donc pas tenu compte de l'ensemble des ventes intérieures aux fins de la détermination de la valeur normale. Mais, dans une autre enquête où les ventes totales représentaient plus de 5 pour cent des ventes du produit considéré au Membre importateur, les autorités ont appliqué le

critère des 5 pour cent aux ventes de chacune des catégories du produit en question. Étant donné que les ventes sur le marché intérieur pour chacune de ces catégories ne représentaient pas 5 pour cent ou plus des ventes du produit considéré au Membre importateur, ces ventes n'ont pas été prises en compte aux fins de la détermination de la valeur normale.

Ne faudrait-il pas essayer de clarifier cette disposition pour éviter que le critère de la "représentativité des ventes intérieures du produit similaire" ne soit utilisé comme un moyen de réduire artificiellement la possibilité de calculer la valeur normale sur la base des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur ou d'accroître artificiellement l'utilisation des valeurs construites? Ne faudrait-il pas définir si ce critère doit être appliqué au produit dans son ensemble ou à ses différentes catégories? Cette imprécision n'est-elle pas une source de distorsions potentielles?

C. PRIX À L'EXPORTATION CONSTRUIT: CONDITIONS DANS LESQUELLES ON PEUT NE PAS TENIR COMPTE DU PRIX À L'EXPORTATION PRATIQUE

L'article 2.3 de l'Accord antidumping dispose que lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou lorsqu'il apparaît aux autorités concernées que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation pourra être construit.

À la différence de l'article 4.1, qui définit les producteurs et exportateurs ou importateurs "liés", l'article 2.3 ne définit pas l'association. Ne serait-il pas nécessaire d'avoir une définition claire de ce qui constitue une association ou un arrangement de compensation?

En outre, l'autorité chargée de l'enquête ne devrait-elle pas expliquer, dans la détermination pertinente, les raisons pour lesquelles elle a considéré que le prix à l'exportation ne constituait pas une base fiable, étant donné que le seul fait d'établir l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation ne suffit pas?

D. ÉVALUATION CUMULATIVE DES EFFETS DES IMPORTATIONS: PARAMÈTRE PERMETTANT DE DÉFINIR UN VOLUME D'IMPORTATIONS NÉGLIGEABLE

L'article 3.3 soulève plusieurs questions importantes pour ce qui est de l'évaluation cumulative. L'une d'elles concerne le fait que le volume des importations en provenance de chaque pays ne doit pas être négligeable. Or, l'article 3.3 ne propose aucun paramètre permettant de définir ce que l'on entend par un volume d'importations négligeable, ce qui laisse aux autorités chargées de l'enquête une liberté excessive pour établir leurs propres paramètres.

Ne faudrait-il pas essayer de définir un paramètre approprié?

E. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PRIX – RÈGLE DU "PRIX MOINDRE"

L'article 8.1 dispose qu'il est souhaitable que les augmentations de prix soient moindres que la marge de dumping si de telles augmentations suffisent à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale. Cette notion est analogue à celle du "droit moindre" développée à l'article 9.1 de l'Accord antidumping, mais elle est applicable exclusivement aux engagements en matière de prix.

Étant donné que l'objectif d'une telle mesure devrait se limiter à supprimer l'effet dommageable du dumping, n'est-il pas inapproprié que le niveau d'engagement en matière de prix aboutisse à une augmentation de prix supérieure à ce qui serait nécessaire pour faire disparaître le dommage?

F. AVIS AU PUBLIC ET EXPLICATION DES DÉTERMINATIONS

De nombreuses questions traitées à l'article 6 sur les éléments de preuve sont intimement liées, notamment au problème de l'information du public aux différents stades de l'enquête abordé à l'article 12.

Trop souvent, les enquêtes se fondent sur des données inexactes, prêtant à confusion ou non représentatives. En particulier, lorsqu'on utilise des valeurs construites et des échantillons, il faudrait appliquer des normes et des méthodes rigoureuses. Dans ce contexte, nous avons déjà insisté par le passé sur le fait que les autorités chargées de l'enquête devaient s'employer activement à rechercher des données et des renseignements exacts, pertinents, représentatifs et statiquement valables, et à donner aux parties concernées pleine et entière possibilité de présenter leurs propres données de fait et d'exprimer leur point de vue au cours d'une enquête.

De même, il serait particulièrement nécessaire d'améliorer les normes et les procédures applicables en ce qui concerne les avis au public et les explications des déterminations. Ces procédures devraient être telles qu'elles permettent de communiquer au public et à toute partie intéressée l'ensemble des faits, méthodes et évaluations, y compris une description détaillée de la manière dont on est parvenu aux résultats exacts concernant la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage, afin de garantir l'indépendance de l'examen.

i) Ouverture de l'enquête

L'article 12.1 prévoit que des renseignements adéquats sur différents aspects de l'enquête devraient être fournis soit dans un avis au public, soit dans un rapport distinct. Il y a toutefois un certain nombre de renseignements fondamentaux qui ne sont pas mentionnés dans cet article. Par exemple, la période sur laquelle porte l'enquête sur l'existence d'un dumping et d'un dommage, ainsi que les conclusions auxquelles sont abouties les autorités chargées de l'enquête sur la base des éléments de preuve présentés dans l'avis au public (l'article mentionne uniquement les allégations présentées).

L'article 12.1 ne devrait-il pas être revu pour le rendre plus clair et plus détaillé et pour garantir une transparence de l'enquête dès l'ouverture de celle-ci?

ii) Détermination préliminaire et finale

L'article 12.2 traite de l'avis au public ou du rapport distinct dans lequel doivent être données des explications sur les déterminations préliminaires ou finales ainsi que sur les points de fait ou de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments.

Pour garantir que les explications pertinentes et nécessaires soient fournies, les articles 12.2.1 et 12.2.2 ne devraient-ils pas être plus détaillés?

Par exemple, ne serait-il pas utile de mentionner que lorsque l'autorité chargée de l'enquête se fonde sur le prix normal à l'exportation à destination d'un pays tiers, elle devrait expliquer quels critères elle a utilisés pour sélectionner ce pays tiers?

Lorsqu'il est fait usage d'échantillons comme prévu à l'article 6.10, les critères de sélection ne devraient-ils pas aussi être expliqués?

Dans le cas où l'autorité chargée de l'enquête utilise le prix construit, ne devrait-elle pas expliquer les raisons pour lesquelles elle a choisi tels ou tels critères pour calculer le montant des frais d'administration et de commercialisation ou les frais de caractère général ainsi que le montant des bénéfices?

Les autorités chargées de l'enquête ne devraient-elles pas être tenues de présenter l'analyse de l'impact d'autres facteurs sur la branche de production nationale?

Ce ne sont là que quelques exemples des aspects qu'il faudrait envisager de préciser dans l'article 12.2.

G. PÉRIODES DE COLLECTE DES DONNÉES AUX FINS DES ENQUÊTES ANTIDUMPING

Bien que l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 fasse référence à la période de collecte des données aux fins des enquêtes antidumping lorsqu'il parle de la "période couverte par l'enquête", il ne fixe aucune durée précise pour cette enquête et ne donne aucune directive pour déterminer quelle serait la période appropriée sur laquelle devrait porter l'enquête pour examiner s'il existe un dumping ou un dommage.

Compte tenu de ce qui précède et à la lumière des enquêtes antérieures concernant la détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage, nous pensons qu'il est important de faire en sorte que la période de collecte des données pour les enquêtes antidumping coïncide avec la période de collecte des données pour examiner s'il y a eu des ventes à des prix inférieurs au prix coûtant et que la période de collecte des données aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage couvre la totalité de la période de collecte des données pour l'enquête antidumping.

Nous considérons qu'il serait nécessaire que l'Accord antidumping donne des directives pour déterminer quelle(s) période(s) de collecte des données serai(en)t appropriée(s) pour l'examen de l'existence d'un dumping et d'un dommage.

H. CONDUITE À SUIVRE DANS LES CAS OÙ LE NOMBRE D'EXPORTATEURS, DE PRODUCTEURS, D'IMPORTATEURS OU DE TYPES DE PRODUITS VISÉS EST IMPORTANT

Comme le prévoit l'article 6.10, en règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen "... soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter ...".

Exemple illustratif:

Une enquête a été ouverte concernant 15 sociétés exportatrices. L'autorité chargée de l'enquête considère qu'il est irréalisable de déterminer des marges de dumping individuelles pour chacune d'elles et décide de limiter l'examen à seulement trois exportateurs, ce qu'elle considère être un nombre raisonnable.

Ne serait-il pas avantageux de définir des critères clairs et précis à cet égard, en particulier pour clarifier le sens d'expressions telles que "nombre raisonnable" ou "plus grand pourcentage du volume ... sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter"? Ne serait-il pas souhaitable d'établir des critères pertinents de représentativité? Enfin, ne serait-il pas utile de préciser dans quelle situation des échantillons peuvent être utilisés?
